

le pouvoir aux travailleurs

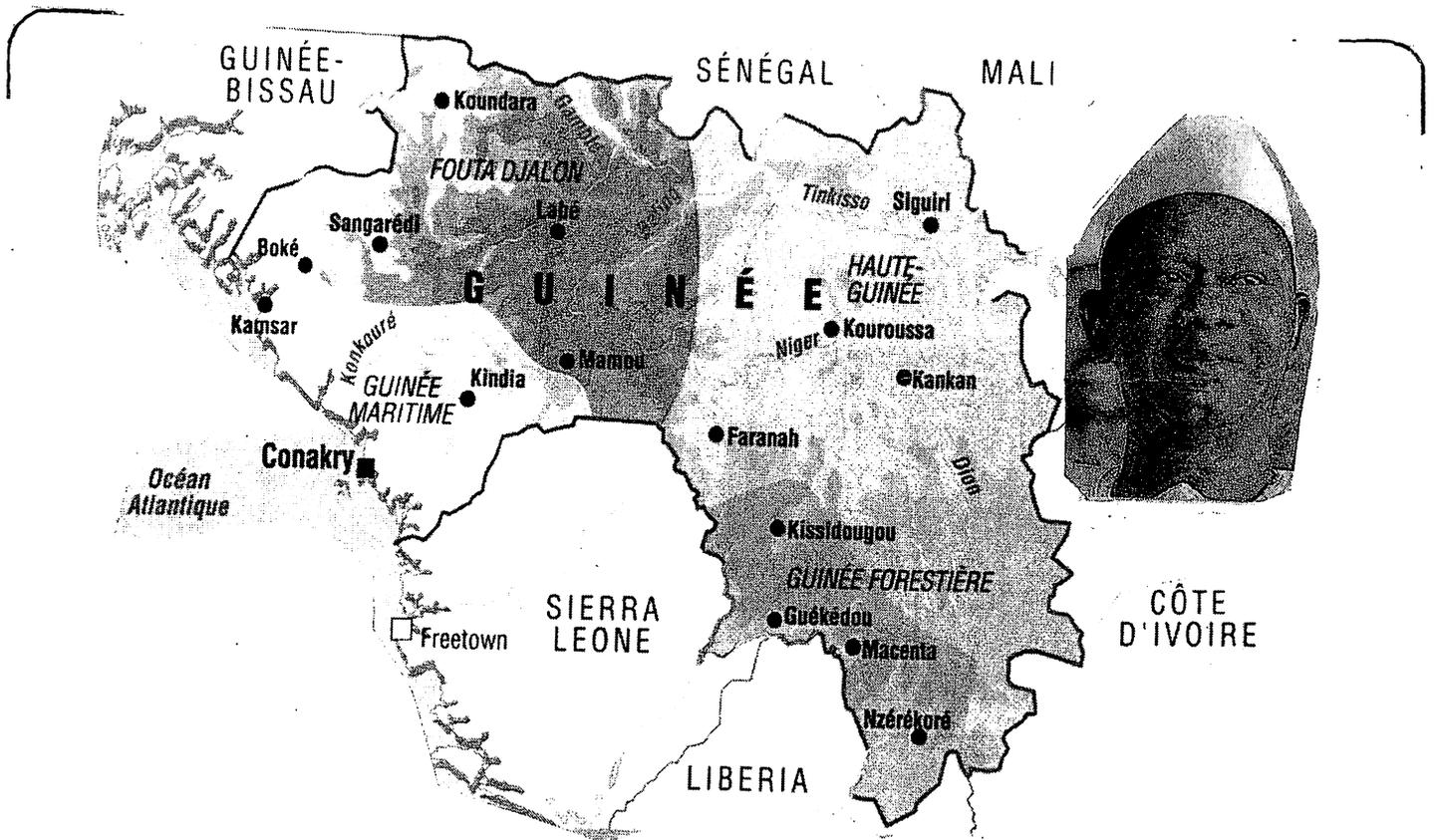
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 15 JANVIER 2007

N° 332 PRIX 0,60 Euro



**GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LES
BAS SALAIRES, LA CHERTÉ
ET LA CORRUPTION**

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2

Editorial:

Grève générale contre les bas salaires, la cherté et la corruption

Page 4

L'armée éthiopienne envahit la Somalie...

Page 5

Côte d'Ivoire: tournée de Koulibaly, un démagogue en campagne

Page 7

Mali: c'est la couse à la mangeoire !

Page 9

Sénégal: Wade restaure le sénat pour caser ses amis

Page 10

Troupes françaises hors du Tchad et du Centrafrique !

ABONNEMENT**FRANCE:**

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

G U I N É E**GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LES BAS SALAIRES, LA CHERTÉ ET LA CORRUPTION**

Un important mouvement de grève générale à l'appel des deux principales centrales syndicales USTG et CNTG ainsi que de quatorze partis d'opposition a eu lieu en Guinée Conakry depuis le 10 janvier dernier. La cause profonde de ce mouvement est la situation économique catastrophique dans laquelle est plongée l'immense majorité de la population.

Le facteur déclenchant a été la libération, sur ordre du président lui-même, de l'homme d'affaires Mamadou Sylla, PDG du groupe Futurelec Hodling et première fortune du pays, et de l'ex-ministre Fodé Soumah, tous deux accusés d'avoir détourné l'équivalent de deux millions d'euros. C'est en signe de protestation contre ce geste "d'ingérence" du dictateur Lansana Conté que les initiateurs du mouvement ont appelé à la grève actuelle ainsi qu'à la "désobéissance civile".

Cependant ce n'est pas la première fois qu'un tel appel est lancé et suivi. Au début de l'année 2006 une grève générale avait permis d'arracher au gouvernement un relèvement de 30% des salaires des fonctionnaires et l'instauration d'un salaire minimum. Cependant, peu de temps après, le gouvernement a repris de la main droite ce qu'il avait été contraint de lâcher de la main gauche. La dévaluation du Franc Guinéen en mars, suivie de la brutale augmentation des taxes, avait ruiné les concessions lâchées sous la pression de la rue. Cela s'est traduit par une hausse de 30% des prix de ceux-ci. Le litre d'essence est d'un seul coup passé à 1,2 dollars dans ce pays où la moitié de la population vit avec un demi dollar par jour.

Au mois de juin dernier, les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur les étudiants. Une vingtaine de jeunes ont ainsi été purement abattus.

La Guinée est un pays dont le sous-sol recèle des richesses colossales. Avec près de 12 milliards de tonnes, ce pays détient près de la moitié des ressources de bauxite du monde. Plusieurs entreprises d'extraction et de raffinage

d'alumine se partagent ce gâteau. A côté de cela il y a aussi l'or industriel produit par l'Anglogold Ashanti de Siguiri et la société



Mamadou Sylla, un des hommes d'affaires les plus riches du pays

Minière de Dinguiraye. Le sous-sol contient aussi du diamant. Ce pays n'est pas défavorisé par son climat puisque la pluviométrie permet de produire de nombreuses richesses agricoles telles que la banane, la mangue, et même la pomme de terre qui sont exportées vers plusieurs pays limitrophes. Malgré toutes ces richesses potentielles et réelles, la Guinée fait partie des pays très pauvres de la planète.

Les partis d'opposition ont raison de dénoncer la misère, la corruption et la "mal gouvernance" du régime dirigé par ce dictateur sénile et malade qui passe une grande partie de son temps à se faire soigner son diabète et sa leucémie dans une clinique de luxe en Suisse. Une partie des leaders est périodiquement jetée en prison. Mais eux-mêmes ont leur part de responsabilité. Certains ont même exercé le pouvoir en tant que Premier Ministre. C'est le cas par exemple de Sidya Touré dirigeant de

l'UFR (Union des forces républicaines). La majorité des gens souffrent de la pauvreté et de la misère; ils sont victimes du mépris et de la corruption au quotidien des fonctionnaires petits et grands. A cela s'ajoutent les pénuries graves d'eau, les longues coupures d'électricité qui plongent souvent les quartiers pauvres des grandes villes y compris la capitale, dans l'obscurité totale.

La Guinée, comme bien d'autres pays d'Afrique à commencer par la Sierra Leone voisine, s'appauvrit d'année en année et ce n'est pas dû à une quelconque catastrophe naturelle. La cause première est que l'essentiel des richesses est aux mains de quelques grands groupes, de multinationales qui réalisent des profits faramineux pour leurs propriétaires en laissant des millions de gens dans une situation inextricable. Les dirigeants de nos pays sont complices de cette situation même si certains d'entre eux (une fois qu'ils sont déchus) dénoncent certaines réalités.

Il faut souhaiter que dans le feu des grèves générales, des travailleurs conscients, enrichis par l'expérience des luttes et des intellectuels s'attellent à la tâche de construction d'un véritable parti d'opposition susceptible de diriger les combats à venir non pas dans le sens du remplacement des dirigeants corrompus par d'autres prétendument intègres, mais pour mettre fin au système capitaliste tout entier. Bien sûr que ce sera une lutte d'envergure s'étendant sur une échelle bien plus vaste, sur plusieurs pays. Mais à force de pressurer les peuples de toute la planète, les capitalistes ne contribuent-ils pas eux-mêmes à engendrer les hommes qui demain mettront fin à ses propres jours !

L'ARMÉE ETHIOPIENNE ENVAHIT LA SOMALIE A L'INSTIGATION DES USA

Depuis un mois l'armée éthiopienne est lancée au secours du gouvernement de transition somalien basé à Baidoa, dans le centre de la Somalie, à 250km de Mogadiscio la capitale. C'est une armée forte d'environ 20.000 hommes, appuyée



Un milicien islamiste

par des blindés et une artillerie, qui a envahi la Somalie pour rétablir le président Abdullahi Yusuf Ahmed.

En effet la grande Somalie, après l'éviction du Général Siyad Barre en 1991 par un coup d'Etat est déchirée par une guerre civile et ravagée par la famine. Le pays a éclaté en morceaux avec des seigneurs de guerre qui ont commencé à occuper des régions entières. C'est ainsi que la partie nord du pays s'est constituée en une république indépendante appelée Somaliland ou Puntland. La partie sud est restée à la merci des seigneurs de guerre qui s'entre-déchirent en constituant des milices armées. C'est dans cette circonstance qu'en 1992, l'impérialisme américain a voulu profiter du chaos existant pour faire une intervention militaire sous l'égide de l'ONU et

avec la participation d'autres pays comme le Canada. Cette intervention est un fiasco, et les troupes de l'ONU ont quitté le pays. Depuis, la Somalie est restée soumise à des seigneurs de guerre, qui ont constitué des clans et des milices armées. Ils vivent sur le dos de la population tout en la terrorisant. Aucun gouvernement central n'apparaît. C'était l'échec de la politique américaine en Afrique de l'Est.

Après deux ans de négociation dont quatorze conférences entre les divers clans par l'intermédiaire de l'ONU et de l'UA en 2004, a émergé un parlement somalien en exil au Kenya tellement l'insécurité règne dans ce pays. C'est de ce parlement, dont la représentativité est douteuse, qu'est né un gouvernement de transition. Ce gouvernement est en exil à Nairobi, mais sur le terrain ce sont les chefs de clans avec leurs milices devenues islamistes qui maintiennent l'ordre dans les régions et contrôlent la capitale Mogadiscio. Ces chefs de clans islamistes ne reconnaissent pas la légitimité du gouvernement de transition. Autant dire qu'il existe deux pouvoirs. D'une part le gouvernement de transition et de l'autre le Conseil Suprême Islamiste de Somalie (SICS) présidé par le cheikh Hassan Dahir Aweys qui a instauré la loi coranique.

La Somalie, située entre le Moyen Orient et l'Afrique, est un pays qui a une position stratégique pour l'impérialisme américain. Il est certain qu'il ne veut pas qu'en Somalie s'installe un pouvoir islamiste qui risque d'avoir des liens avec les pays du Moyen Orient hostiles aux USA. Il ne peut pas non plus risquer une intervention armée directe depuis son échec en Irak.

La solution est toute trouvée. L'armée éthiopienne va lui servir de troupes d'intervention pour installer un pouvoir favorable. En

effet, l'Éthiopie a un passé conflictuel avec tous les gouvernements qui ont régné en Somalie. Depuis plus de trente ans la Somalie revendique des régions éthiopiennes habitées par une même ethnie de chaque côté de la frontière. Lors de l'indépendance, en 1960, ces régions ont été amputées de la Somalie. La politique d'Addis Abeba est toujours de voir à Mogadiscio un pouvoir favorable. Jouer la carte de l'impérialisme américain est dans la logique de la politique d'Addis Abeba. Certes l'impérialisme américain a mis le prix. Il a déclaré aider l'armée éthiopienne en prétextant que les

islamistes de Somalie ont des liens avec Al Qaïda.

Les dernières nouvelles nous apprennent que l'armée éthiopienne a libéré le trois quart du pays. Le gouvernement de transition est entrain de s'installer à Mogadiscio. Cela ne veut pas dire que le calme va régner dans ce pays.

L'impérialisme en utilisant les troupes d'un pays pour soumettre la population du pays voisin risque à long terme d'allumer un nouveau foyer de conflit dans la Corne de l'Afrique. Et cela n'est vraiment pas dans l'intérêt de la population de ces régions.

CÔTE D'IVOIRE

TOURNÉE DE MAMADOU KOULIBALY UN DÉMAGOGUE EN CAMPAGNE

Mamadou Koulibaly, Président de l'Assemblée Nationale, continue ses tournées à travers les différents quartiers d'Abidjan. Il cherche à faire les yeux doux aux populations originaires du nord qui sont majoritairement acquises au RDR.

Partout où il passe, il dit que les populations du nord ont été trompées. Que la guerre actuelle n'est pas la guerre du nord contre le sud, ni celle des musulmans contre les non musulmans. Mais que les rebelles et l'opposition politique actuelle ne sont que des instruments de la France pour rassoier sa domination sur la Côte d'Ivoire. C'est ce que le régime FPI conteste et c'est pourquoi la France lui-même la guerre.

Ce monsieur, quand il se contente de dire que "la guerre actuelle est la guerre de la France à là Côte d'Ivoire pour imposer l'application des accords coloniaux de 1960", occulte les raisons pour lesquelles la rébellion a trouvé un écho favorable auprès des populations du nord. Ce sont les exactions, les humiliations et

autres sévices dont ces populations étaient victimes qui leur ont fait prêter une oreille attentive aux sollicitations de la rébellion. Bédié en son temps pour écarter Ouattara de la course au pouvoir avait créé le concept de l'ivoirité. Gbagbo et son clan pour parvenir au pouvoir à leur tour ont favorisé la montée de la xénophobie et l'ethnisme. Et cela a abouti à des affrontements et des pogromes qui ont donné des charniers. Aujourd'hui encore ceux qui ont des patronymes nordiques sont victimes des persécutions des forces de l'ordre. Mais Koulibaly se détourne de ce problème-là qui est bien tangible. Il n'a pas assez d'honnêteté pour demander pardon aux populations du nord pour toutes les exactions dont ils ont été victimes du fait de son parti, alors il verse dans la démagogie gratuite.

Au moment où il fustige la France dans des discours, des contrats continuent d'être accordés à des entreprises capitalistes françaises et autres. Le cas de la CIE, de la SODECI et de Côte d'Ivoire Télécom sont des exemples.

En pleine crise leurs contrats ont été renouvelés. Sans compter que dans la même période, le Terminal à conteneurs du port d'Abidjan a été cédé à Bouygues, une entreprise française. Le régime continue de multiplier les dégrèvements d'impôts et de diminuer les charges patronales pour satisfaire les quatre volontés des grands capitalistes auxquels l'Etat ne refuse rien.

C'est ça la réalité. Si en paroles Mamadou Koulibaly se dit anti-français, ses actes et ceux du régime sont en faveur des grands patrons. Car le gouvernement auquel il appartient, se montre bon serviteur des possédants quels

qu'ils soient. On se rappelle qu'après le 6 novembre 2004 et les petits dégâts que certaines entreprises avaient subi, le gouvernement a fait preuve de largesse et surtout des exonérations et des facilités d'impôts ont été accordées à ces dernières pour les encourager à rester en Côte d'Ivoire. Après il y a eu des délégations gouvernementales pour inciter certains petits patrons qui étaient retournés en France de revenir investir en ici.

Cette politique, Mamadou Koulibaly et son parti la cautionne. Ses discours anti-français ne sont qu'un fond de commerce politique pour tromper les gens.

DANS LE NORD COMME DANS LE SUD LES POPULATIONS SUBISSENT LES MÊMES RACKETS

Dans le journal, "le Patriote" du 10 janvier, il y avait un reportage sur les différents prélèvements illicites et rackets pratiqués en zone des Forces Nouvelles. L'exemple portait sur le tronçon Djébonoua - Kanawolo. Chaque voyageur est obligé de déboursier des sommes allant de 100f à 500 francs CFA à chaque barrage tout le long de son parcours. Et même à certains corridors, les ressortissants étrangers doivent déboursier 1 000f. Que le passager ait ses pièces en règle ne les intéresse pas. Les tarifs varient d'ailleurs selon l'humeur de celui qui dirige le barrage.

Quand aux véhicules, lorsque c'est un minicar, il paie un forfait de 29 000f pour tout le parcours. Les véhicules de 35 tonnes paient 61 000 f.

On se rappelle que les rebelles pour justifier leur combat se posaient en défenseurs d'une frange de la population qui était victime de rackets, de discriminations, de brimades de la part des "forces de

l'ordre". Les étrangers étaient dépossédés de leurs biens lors des fouilles. Mais voilà que dans les zones sous contrôle des Forces Nouvelles, ce sont les mêmes tracasseries. Les ressortissants de la sous-région paient 1 000f là où les autres sont taxés 100f ou 200f, même s'ils ont leurs papiers.

On peut aisément deviner la souffrance des voyageurs obligés de descendre à ces différents barrages, supporter le mépris de ces gens en armes. Pour les jeunes filles, elles s'exposent au risque d'être violées.

Cette situation n'a rien à envier à celle que l'armée et la police "régulières" font subir à la population en zone gouvernementale.

Quel que soit le côté où ils se trouvent, ceux qui dirigent n'ont d'autre ambition que de pressurer la population. La différence ne se trouve que dans leurs propos et non dans les actes car ces rackets se font au nez et à la barbe des hauts responsables militaires et civils des Forces Nouvelles.

CÔTE D'IVOIRE**TIRAILLEMENTS ET TRACTATIONS AU SEIN DU G7**

Dans son discours du 1^{er} janvier, en affirmant être ouvert à toute discussion avec le pouvoir, Guillaume Soro, le leader des Forces Nouvelles avait appelé l'opposition politique à se réveiller. Il invitait ses alliés à venir se retrouver à Bouaké pour remettre en selle cette alliance. Les membres du RHDP hésitent. La première réunion prévue a déjà été reportée. On comprend leur réticence quand on sait qu'aller à Bouaké sur invitation de Soro Guillaume, c'est lui reconnaître un peu explicitement un rôle de leader de toute l'opposition.

Surtout qu'en décembre dernier, les présidents de ces partis politiques s'étaient discrédités avec l'échec des manifestations de l'opposition. En effet, Gbagbo avait réussi à réinstaller les directeurs du Port et de la Douane et le

Gouverneur du district d'Abidjan, limogés à la suite du scandale des déchets toxiques.

Aujourd'hui le G7 parle d'une réunion qui se tiendrait maintenant à Abidjan. L'ordre du jour sera étudié par 19 "experts" du RHDP. Toutes ces gesticulations prouvent une seule chose : ils forment peut-être une alliance mais chaque clan n'a d'autre objectif que convoiter le maximum de postes et sinécures.

Quant aux militants du FPI, ils se réjouissent d'avoir semé la zizanie chez les membres du G7. A la « Sorbonne » au Plateau, il ne se passe pas un jour sans que les orateurs ne se vantent de ce que l'opposition est perturbée. La souffrance de la population pauvre ne fait pas partie des préoccupations du FPI, ni de celles des partis d'opposition.

M A L I**C'EST LA COURSE A LA MANGEOIRE !**

A l'occasion de la prochaine élection présidentielle prévue pour avril, le président malien Toumani Touré, qui s'est porté candidat à sa propre succession, multiplie les promesses et les discours les plus démagogiques pour faire le plein des voix.

Pour les fonctionnaires et les militaires, il a promis une petite augmentation de salaire. Pour les retraités affiliés à la caisse de retraite, il a promis "une majoration des pensions". A la population Bamakoise il a promis "un troisième pont" pour traverser le fleuve. A ceux qui souffrent du mauvais fonctionnement du transport

ferroviaire sur l'axe Bamako-Kayes dû à la vétusté du matériel, il a promis de nouvelles locomotives et des Wagons neufs. Il a promis également la modernisation de l'aéroport de Bamako, la mise en chantier de nouvelles usines de sucrerie, un centre de conditionnement de fruits et légumes, des tracteurs et des irrigations pour les paysans, des logements sociaux pour les populations à revenus modestes, etc. Certains de ces projets sont déjà en cours de réalisation et ne sont pas spécialement de son fait car financés par des organismes internationaux ou par des investisseurs privés. Mais peu

importe, le président candidat met tout cela à son actif, tout comme la "bonne campagne agricole 2006" qui aurait produit un excédent céréalier de 265.000 tonnes. Il n'a tout de même pas osé dire que si la saison de pluies de l'année écoulée a été bonne c'est grâce à lui!

Une douzaine de partis politiques, poussés par leur volonté de participer à la mangeoire, se sont déjà regroupés autour de sa personne pour le soutenir. La plupart de ces partis ne représentent que leurs dirigeants et quelques membres de leurs propres familles ou proches. Mais c'est un "business" qui donne parfois droit à des postes de sinécure lorsqu'on sait faire le griot du puissant homme du moment.

Très probablement, Toumani Touré se succédera à lui-même à l'issue de cette parodie d'élection où il n'y a pratiquement pas d'opposition. Durant son premier mandat, il a gouverné sans opposition. Tous les partis se sont rassemblés au sein d'une large coalition autour du président. Chacun a eu sa part du gâteau.

L'actuel président de l'Assemblée nationale, Ibrahim Boubakar Keïta, qui dirige le RPM, serait peut-être tenté de jouer à l'opposant, histoire de montrer qu'il existe, mais il ne craint rien même en cas d'échec car sa carrière est déjà assurée. Un autre candidat "opposant", Soumaïla Cissé, a fait marche arrière et a décidé de soutenir Toumani Touré après avoir été bombardé à la tête de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Ce qui est sûr, c'est que dans ces élections, aucun des candidats ne représentera les intérêts de la population laborieuse. Ce qui n'empêchera pas les candidats d'envoyer leurs émissaires jusque dans les foyers des travailleurs émigrés de la région parisienne pour collecter des fonds et pour appeler les travailleurs à voter pour eux et pour qu'ils fassent pression sur leurs familles restées au pays afin d'apporter leur soutien à tel ou tel candidat. La venue dans les foyers de ces politiciens qui n'ont que du mépris pour les travailleurs et leurs familles sera peut-être une occasion à saisir pour leur dire nos quatre vérités.

L'HYPOCRISIE DES DIRIGEANTS MALIENS SUR LE SORT DES EXPULSÉS

Brigitte Girardin, la ministre française déléguée à la Coopération et à la Francophonie, a fait un déplacement à Bamako au mois de décembre dernier pour obtenir du gouvernement malien une coopération plus soutenue afin de faciliter l'expulsion des ressortissants maliens en situation irrégulière en France. Les autorités françaises veulent accélérer les procédures d'expulsion, mais pour cela il faut que les autorités consulaires maliennes de France délivrent plus rapidement les laissez-passer nécessaires à l'expulsion vers Bamako.

Les dirigeants maliens, tout en faisant mine de ne pas vouloir exécuter les ordres venant de Paris, collaborent en réalité activement à l'expulsion des sans-papiers maliens. Les dirigeants du consulat malien de Paris profitent même de leur "position clé" en matière de délivrance de laissez-passer d'expulsion, pour soutirer de l'argent à leurs ressortissants en leur disant que s'ils versent une certaine somme au Consulat, ils pourraient bénéficier d'une non signature de laissez-passer. Ainsi les autorités françaises ne pourraient pas les expulser. Grâce

à un tel chantage, il y en a dans le Consulat qui se font de l'argent sur le dos des sans-papiers.

Les autorités maliennes touchent déjà des subsides de l'Union Européenne dans leur coopération pour lutter contre l'émigration clandestine. Elles

touchent également des subsides du gouvernement français pour "fixer" la population sur le sol malien. Cela n'empêche pas les dirigeants maliens de faire semblant d'être compatissants sur le sort des expulsés tout en se faisant du beurre sur leur dos.

SÉNÉGAL

WADE RESTAURE LE SÉNAT POUR CASER SES AMIS

Le président sénégalais, Abdoulaye Wade, après avoir supprimé le sénat en janvier 2001, vient de le restaurer depuis le début de cette année en faisant voter une loi de restauration de cette institution par les parlementaires majoritairement acquis à sa cause. Rappelons que lorsque Wade était arrivé au pouvoir en 2000, il disait que le sénat ne servait à rien et était source de gaspillage des deniers publics. Mais en vue de la toute prochaine élection présidentielle prévue pour le 25 février 2007, à laquelle il est candidat, il a besoin de distribuer un maximum de postes de sinécure autour de lui afin d'agrandir son cercle de courtisans. La restauration du sénat est arrivée à point nommé! Le Premier ministre Macky Sall a même annoncé que ce sénat sera opérationnel "avant les élections" présidentielle et législatives. Il faut croire que si Wade a besoin de caser autant d'"amis", c'est que son parti, le PDS, est en difficulté depuis la scission survenue à l'occasion de sa rupture

avec son ex-bras droit, Idrissa Seck. Wade a besoin de rassurer tous les dirigeants des partis politiques qui participent à la coalition gouvernementale.

La remise sur pied du sénat coûtera des milliards de francs cfa à l'Etat. Ce sera autant de dépenses inutiles alors que les hôpitaux publics, rien que pour ne prendre que cet exemple, manquent cruellement de budget pour fonctionner. Mais c'est le dernier des soucis de Wade pourvu qu'il garde sa place au trône.

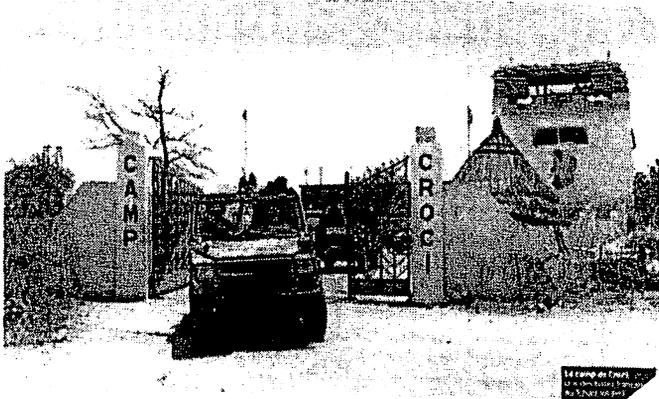
Quant au principal parti qui s'oppose à lui, c'est à dire le Parti Socialiste dirigé actuellement par Tanor Dieng, il n'y a pas grand chose à en attendre pour ce qui concerne les intérêts des couches défavorisées. Rappelons que ce parti a été au pouvoir sous Senghor puis sous Diouf et qu'en matière de gabegie et de détournements de fonds publics, il n'a rien à envier à l'actuel président.

TROUPES FRANÇAISES HORS DU TCHAD ET DU CENTRAFRIQUE !

Le gouvernement français a récemment envoyé des troupes supplémentaires, 100 au Tchad en plus des 1200 déjà présents et 100 en Centrafrique qui ont rejoint les 200 autres, pour soutenir les

retournent-ils leurs armes contre lui.

Ces éléments rebelles ont tenté à plusieurs reprises d'arracher le pouvoir à Ndjaména par la force comme l'avait fait Déby lui-même en 1990. Des rebelles ont même réussi à pénétrer dans les faubourgs de Ndjaména mais grâce à l'intervention française aux côtés de Déby, ils n'ont pas pu s'emparer du pouvoir. Peu de temps après, des groupes ont pris deux villes importantes au Nord-est pendant plusieurs jours, avant de se retirer. Pour éviter que les rebelles rééditent leurs exploits, l'armée française a employé de gros moyens pour aider, l'armée tchadienne à contrôler ces zones.



Entrée d'un camp militaire
français au Tchad

régimes dictatoriaux aux abois face à des groupes rebelles armés, qui cherchent à s'emparer du pouvoir.

Au Tchad le régime de Déby au pouvoir depuis 1990 doit guerroyer sans cesse contre des groupes rebelles bien armés par le Soudan et semble-t-il par l'Arabie Saoudite qui sont bien installés au nord-est du pays. Ils sont au nombre de trois dont le plus important, l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) dirigé par Mahamat Nouri.

Au Darfour il existe aussi des éléments rebelles dont un groupe, composé essentiellement de Zagawa, ethnie du président Déby qui, à l'origine, cherchait à en découdre avec le régime de Béchir au Soudan. Mais les dirigeants ont estimé que leur frère Déby qui dispose de moyennes logistiques, ne les aide pas assez pour qu'ils prennent le pouvoir à Khartoum. Aussi

En Centrafrique aussi l'armée française est intervenue pour soutenir le régime vacillant de François Bozizé au pouvoir depuis 2003, avec l'aide de Idriss Déby. Depuis il fait face à une rébellion composée des partisans de l'ancien président qu'il a évincé, Ange Patassé, et des Tchadiens armés et financés par le Soudan. Ils ont pris deux villes au Nord de Bangui.

Dans un premier temps, Bozizé avait d'abord demandé à Idriss Déby de l'aider à reprendre les deux villes. Mais comme ce dernier a de gros problèmes avec ses propres rebelles, il s'est adressé ensuite à la France. Grâce aux soldats français qui, semble-t-il, ont non seulement participé aux combats, ils ont même dirigé les opérations, les deux villes ont été reprises par Bangui.

Dans les deux cas, quand des rebelles et des armées gouvernementales s'affrontent, ce sont les populations qui en font les frais. Il y a des morts, des blessés et de nombreux déplacés qui fuient les combats pour aller grossir les

camps des réfugiés.

Au Tchad comme en Centrafrique, l'armée française est présente pour aider des dictateurs à se maintenir au pouvoir contre la volonté des masses pauvres mais surtout pour veiller aux intérêts capitalistes, le coton et le pétrole au Tchad, le

diamant et autres ressources naturelles en Centrafrique. Quand les dirigeants français disent que les troupes françaises en Afrique sont là pour protéger leurs ressortissants, ou pour y apporter la paix, c'est pur mensonge. Troupes françaises hors du Tchad et du Centrafrique !

WESTERN UNION

L'ARGENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS L'INTÉRESSE

En l'espace d'une dizaine d'années cette société américaine de transfert d'argent s'est développée dans toute l'Afrique. Au milieu de l'année 2006 elle comptait déjà 1000 agences au Nigéria. Elle fleurit partout où les travailleurs émigrés ont besoin d'envoyer de l'argent à leurs familles. Elle a d'autant plus de succès que les Etats des pays africains à l'instar du Mali ou du Sénégal sont incapables de faire fonctionner correctement les postes pour recevoir les mandats. Lorsque les travailleurs émigrés de France envoient de l'argent par mandat à leurs familles, celles-ci le reçoivent avec beaucoup de difficultés. Non seulement il y a du retard mais en plus il faut graisser la patte aux receveurs de la poste pour recevoir son argent. Ceux qui habitent dans les villages sont obligés de se déplacer vers une grande ville, y passer plusieurs jours pour ne recevoir qu'une partie de ce qui leur est envoyé.

Voilà pourquoi la société Western Union s'est développée un peu partout assez rapidement. Ces dirigeants sont fiers d'annoncer qu'elle est présente dans 195 pays et affiche une croissance de 10% par an avec un bénéfice de plus de 3 milliards de dollars pour l'année 2005.

Elle gagne en effet beaucoup d'argent sur le transfert d'argent en direction des pays pauvres. Pour une somme de 70 euros envoyée de Paris vers le Tchad elle taxe 12 euros. Pour 150 euros envoyés de Paris vers Dakar, c'est 15 euros. Ce sont là des tarifs exorbitants. Mais les travailleurs émigrés sont obligés de passer de plus en plus par-là d'autant plus que le transport de l'argent par un membre de la famille allant sur place au pays est devenu plus aventureux. Il y a déjà eu plusieurs cas d'attaques de bandits où l'on a vu les transporteurs de fonds destinés aux villages être dépouillés en cours de route, au Mali par exemple.

Dans ces conditions, les sangsues comme Western Union peuvent se frotter les mains. Elle peut même se permettre de se donner une image d'entreprise "humanitaire" en attribuant par exemple, en 2005, lors de la célébration de son dixième anniversaire de présence en Afrique, des bourses d'étude à quelques universitaires africains ou du matériel scolaire à quelques endroits bien ciblés et surtout devant les caméras. Mais un voleur reste un voleur, même s'il distribue des aumônes.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.